

# MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

DEPARTEMENT DE LA DROME

Direction des Bâtiments

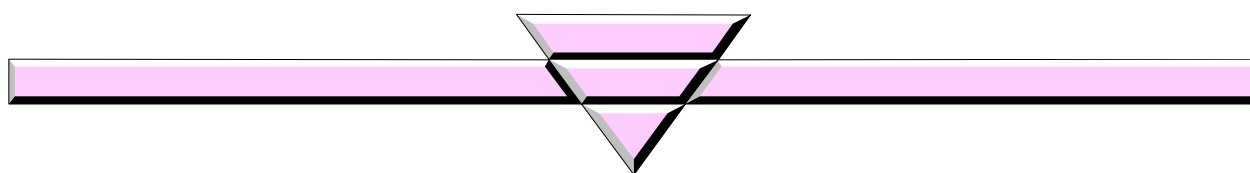
Service Achats

Filière Achats Bâtiments

26, avenue du Président Herriot

26026 VALENCE CEDEX 9

Tél: 04.75.79.82.16



**AEROPORT VALENCE/CHABEUIL – CONSTRUCTION DE 2  
HANGARS METALLIQUES – LOT 3 ZONE SUD OUEST ET  
LOTS 14/15 ZONE NORD EST**

DEPARTEMENT DE LA DROME

## Cahier des Clauses Administratives Particulières

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### SOMMAIRE

<b>ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>4</b>
1.1 - OBJET DU MARCHE – EMBLEMENTS	4
1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
1.3 - MAITRISE D'ŒUVRE	5
1.3 BIS - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER	5
1.4 - CONTROLE TECHNIQUE	5
1.5 - COORDINATION POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE	5
1.6 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	5
<b>ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 3 : PRIX</b>	<b>6</b>
3.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX	6
3.2 - MODALITES DE VARIATION DES PRIX	6
3.3 - REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES	7
<b>ARTICLE 4 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE</b>	<b>8</b>
4.1- GARANTIE FINANCIERE	8
4.2- AVANCE	8
<b>ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>9</b>
5.1 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES ET PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	9
5.2 - APPROVISIONNEMENTS	11
5.3 - TRANCHES OPTIONNELLES	11
5.4 - PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	11
<b>ARTICLE 6 : DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES</b>	<b>11</b>
6.1 - DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	11
6.2 - PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	12
6.3 - PENALITES POUR RETARD - PRIMES D'AVANCE	13
<b>ARTICLE 7 : CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS</b>	<b>13</b>
7.1 - PROVENANCE, QUALITE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	13
7.2 - VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	13
<b>ARTICLE 8 : IMPLANTATION DES OUVRAGES</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 9 : PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX</b>	<b>14</b>
9.1 - PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	14
9.2 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER	14
9.3 - PLAN D'ASSURANCE QUALITE	15
9.4 - REGISTRE DE CHANTIER	15
<b>ARTICLE 10 : ETUDES D'EXECUTION</b>	<b>16</b>

<b>ARTICLE 11 : INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER</b>	<b>16</b>
11.1 - INSTALLATIONS DE CHANTIER	16
11.2 - EMPLACEMENTS MIS A DISPOSITION POUR DEBLAIS	16
11.3 - SIGNALISATION DES CHANTIERS	16
11.4 - APPLICATION DE REGLEMENTATIONS SPECIFIQUES	16
<b>ARTICLE 12 : DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER</b>	<b>16</b>
12.1 - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	16
12.2 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	16
12.3 - ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	16
12.4 - DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION	16
12.5 - TRAVAUX NON PREVUS	16
<b>ARTICLE 13 : RECEPTION DES TRAVAUX</b>	<b>17</b>
13.1 - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA RECEPTION	17
13.2 - RECEPTION PARTIELLE ET PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE	17
13.3 - MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	17
<b>ARTICLE 14 : GARANTIES ET ASSURANCES</b>	<b>17</b>
14.1 - DELAIS DE GARANTIE	17
14.2 - GARANTIES PARTICULIERES	17
14.3 – ASSURANCES	17
<b>ARTICLE 15 : RESILIATION DU MARCHE</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 16 : DROIT ET LANGUE</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 17 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 18 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX</b>	<b>18</b>

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

#### 1.1 - Objet du marché – Emplacements

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

**AEROPORT VALENCE/CHABEUIL – CONSTRUCTION DE 2 HANGARS METALLIQUES –  
LOT 3 ZONE SUD OUEST ET LOTS 14/15 ZONE NORD EST**

**Lieux d'exécution : Quartier Les Simondins RD 68 26120 CHABEUIL**

#### **Clauses d'exécution à caractère social :**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable. Ces éléments sont les suivants :

L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions : l'exécution du marché comporte une action d'insertion obligatoire visant à promouvoir prioritairement l'emploi de bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) ou à défaut, d'autres catégories de personnes éloignées de l'emploi.

Est concerné par cette action d'insertion les lots numéro 1, 2 et 3.

Action d'insertion  
Conseil Général de la Drôme  
*Service Développement Economique et Insertion*  
*Direction Economie Emploi Insertion*  
26, avenue du Président Herriot  
26026 Valence Cedex 9  
Roger BORRES  
Tél : 04 75 79 70 56  
rborres@ladrome.fr  
Tél. portable : 07 78 20 55 80

#### **Dispositions générales:**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Charges.

#### 1.2 - Décomposition en tranches et lots

Les travaux sont répartis en 4 lots :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
1	TERRASSEMENTS – V.R.D. – AMENAGEMENTS EXETERIEURS
2	GROS-OEUVRE
3	CHARPENTE METALIQUE – COUVERTURES – BARDAGES - METALLERIE
4	ELECTRICITE - COURANTS FORTS ET FAIBLES

### 1.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

**David MARIAUD**  
**2 avenue Pierre Sépard**  
**26000 VALENCE**

La mission du maître d'œuvre est une mission de : BASE + EXE + OPC

### 1.3 bis - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

### 1.4 - Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du marché sont soumis au contrôle technique effectué par :

**ALPES CONTROLES**  
**19 Rue Jean Bertin**  
**26000 VALENCE**

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

<i>Code</i>	<i>Libellé</i>
Hand	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
SEI	Sécurité des personnes dans les constructions, applicable aux ERP et IGH
ATHAND	Attestation accessibilité des constructions pour les personnes handicapées

### 1.5 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Conformément à la réglementation en vigueur, la mission de coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de **niveau II** sera assurée par

**BUREAU ALPES CONTROLES**  
**19 bis rue Jean Bertin**  
**26000 VALENCE**

### 1.6 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation **du marché** est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution **du marché**, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

## **Article 2 : Pièces constitutives**

Les pièces contractuelles **du marché** sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le mémoire technique
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes
- Le calendrier détaillé d'exécution
- Le CCTP
- Le PGCSPS
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 08 septembre 2009
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation
- La décomposition du prix global et forfaitaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

## **Article 3 : Prix**

### 3.1 - Caractéristiques des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par **un prix global forfaitaire**, pour chacun des lots selon les stipulations de l'acte d'engagement.

- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.
- en tenant compte des dépenses communes de chantier mentionnées au présent **C.C.A.P.**

### 3.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du contrat sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **mars 2018** ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés **mensuellement** par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la ou les formules suivantes :

Lot	Formule
1	$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$
2	$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$
3	$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$
4	$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$

dans laquelle  $I_0, I_{10}, \dots, I_n$  et  $I_n, I_{1n}, \dots, I_{nn}$  sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois n.  $Z_1, \dots, Z_n$  étant le pourcentage (%) par rapport à la partie variable.

selon les dispositions suivantes :

- $C_n$  : coefficient de révision,
- $I_0, I_{10}, \dots, I_n$  : valeurs des index de référence au mois zéro,
- $I_n, I_{1n}, \dots, I_{nn}$  : valeurs des index de référence au mois n,
- $Z_1, \dots, Z_n$  : part de l'index par rapport à la partie variable exprimé en pourcentage (%).

Le mois « n » retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

Les index de référence I, publiés sur le site de l'Insee (Banque de Données Macroéconomiques), sont les suivants :

Index	Libellé
TP01	Index du Travaux Publics – Index général TP - Base 2010
BT03	Index du bâtiment - Maçonnerie et canalisations en béton (sauf ossature, béton armé, carrelage, revêtements et plâtrerie) - Base 2010
BT07	Index du bâtiment - Ossature et charpentes métalliques - Base 2010
BT47	Index du bâtiment - Électricité - Base 2010

appliqués aux prix :

Lot	Index	Prix concernés
1	$100,00\% \times TP01$	Tous les prix sont concernés.
2	$100,00\% \times BT03$	Tous les prix sont concernés.
3	$100,00\% \times BT07$	Tous les prix sont concernés.
4	$100,00\% \times BT47$	Tous les prix sont concernés.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

Dérogation à l'article 13.4.2 du CCAG TRAVAUX :

«Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des index de référence ne sont pas connues, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire la révision de prix afférente au solde, sur la base de la dernière valeur connue de l'index de référence».

### 3.3 - Répartition des dépenses communes

Pour l'application de l'article 10.1 du C.C.A.G.-Travaux, les dispositions suivantes seront retenues :

Le titulaire désigné pour la gestion du compte prorata est le titulaire du lot n°2 – Gros-Œuvre. Le lot principal, comme indiqué dans le C.C.T.P – PREAMBULE T.C.E procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. En fin de chantier, il effectuera la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise.

Dans cette répartition, l'action du maître d'oeuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

## **Article 4 : Clauses de financement et de sûreté**

### 4.1- Garantie financière

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

### 4.2- Avance

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.



**Nota :** Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire [du marché](#), avec les particularités détaillées [à l'article 135 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016](#).

## **Article 5 : Modalités de règlement des comptes**

### *5.1 - Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement*

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 13.1 du C.C.A.G.-Travaux . Le marché fera l'objet d'un acompte unique valant solde du marché.

Lors de la mise en œuvre de la formule d'actualisation de prix, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum trois décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- . si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- . si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Les demandes de paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du contrat ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé;
- l'état des prix forfaitaires (ils peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé)
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- le calcul (justifications à l'appui) des coefficients de révision des prix ;
- le montant, éventuel des primes ;
- le remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés (incluant, le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier) ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

**David MARIAUD**  
**2 avenue Pierre Sébard**  
**26000 VALENCE**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

**Dispositions applicables en matière de facturation électronique :**

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;  
N° SIRET : 22260001700016  
Code service : 22  
Réf à rappeler : SDS
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

## 5.2 - Approvisionnements

Sans objet.

## 5.3 - Tranches optionnelles

Sans objet.

## 5.4 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

La déclaration de sous-traitance annexée au contrat, précise tous les éléments [de l'article 134 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016](#) et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le compte à créditer.
- Modalités de paiement des sous-traitants directs :
  - ♦ Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom [du pouvoir adjudicateur](#) au titulaire du contrat, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
  - ♦ Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous traitant. Cette décision est notifiée au sous traitant et [au pouvoir adjudicateur](#).
  - ♦ Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement [au pouvoir adjudicateur](#) accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention «Autoliquidation» pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier.
  - ♦ [Le pouvoir adjudicateur](#) adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
  - ♦ Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
  - ♦ Ce délai court à compter de la réception par [le pouvoir adjudicateur](#) de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par [le pouvoir adjudicateur](#) de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
  - ♦ [Le pouvoir adjudicateur](#) informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
  - ♦ En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.
- Modalités de paiement direct des cotraitants :
  - ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;
  - ♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du C.C.A.G.-Travaux

## **Article 6 : Délai d'exécution - Pénalités et Primes**

### 6.1 - Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est stipulé à l'acte d'engagement.

Le délai d'exécution de chaque lot s'insère dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier détaillé d'exécution qui sera joint en annexe de ce présent C.C.A.P.

L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux est porté à la connaissance des entreprises chargées des autres lots.

### **Calendrier détaillé d'exécution**

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré (à partir du calendrier prévisionnel d'exécution) par le responsable de la mission d'ordonnancement-pilotage-coordination (OPC) après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier.

Après acceptation par les titulaires, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'oeuvre à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au présent C.C.A.P.

B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C) Pour chacun des marchés, en cas de retard dans la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux, un délai de six mois est prévu et s'applique à compter de la date probable de départ du délai d'exécution de chaque lot.

D) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le maître d'oeuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement.

E) Le calendrier initial visé au A), éventuellement modifié comme il est indiqué au D), est notifié par ordre de service à tous les titulaires.

### **6.2 - Prolongation du délai d'exécution**

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 alinéa 1 C.C.A.G.-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 5 jours.

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 alinéa 3 du C.C.A.G.-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

<i>Nature du phénomène</i>	<i>Intensité limite et Durée</i>
Pluie	10mm/jour avant la mise hors d'eau
Neige	5cm avant la mise hors d'eau - 50cm au-delà
Gel	-2° avant la mise hors d'eau, -5° au-delà, sauf 0° pour les lots 1 et 2
Vent	40km/heure pour le lot gros-oeuvre et charpente métallique, couvertures limité aux seules phases de pose.

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de : ANCONE

### 6.3 - Pénalités pour retard - Primes d'avance

Le titulaire encourt une pénalité journalière de retard de 1/1000 du montant H.T. de son marché pendant 10 jours avec un minimum de 200 €/jour, puis de 1/500 au delà avec un minimum de 400 €/jour.

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG Travaux, les pénalités ne feront l'objet d'aucune exonération.

En application de l'article 29 du CCAG Travaux, en cas d'absence de fourniture des documentations techniques (plans d'atelier et de chantier, notes de calcul, études de détail, avis technique, procès-verbaux feu et autres documents établis par les soins ou à la diligence du titulaire), le titulaire subira une pénalité journalière de 100 €/jour dans un délai de 15 jours à compter de la demande du maître d'oeuvre.

En cas d'absence à une réunion de chantier, le titulaire subira une pénalité de 500 €/absence constatée.

Sécurité de chantier : les entreprises qui ne respecteraient pas les recommandations écrites du coordonnateur SPS se verront appliquer une pénalité de 200 €/jour dans un délai de 8 jours à compter de la demande du CSPS.

Nettoyage de chantier : en cas d'absence de nettoyage de chantier dans les délais, le titulaire subira une pénalité de 200 € par jour de retard.

Dépôt sauvage ou enfouissement de déchets ou destruction par le feu de déchets : en cas de dépôt sauvage, enfouissement ou destruction par le feu de déchets, il sera appliqué une pénalité de 500 € par infraction.

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **Article 7 : Caractéristiques des matériaux et produits**

### 7.1 - Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

### 7.2 - Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Sans objet.

## **Article 8 : Implantation des ouvrages**

Aucune stipulation particulière.

## Article 9 : Préparation et Coordination des travaux

### 9.1 - Période de préparation - programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation d'une durée de **1 mois**, non comprise dans le délai d'exécution des travaux. Cette période débute à compter de la date de notification du marché.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré, après consultation des entreprises, dans les conditions énoncées à l'article 6.1 du présent document.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires prévues à l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du titulaire.

Dans le cadre de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, il est prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.1994 modifié, l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.), après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de **30 jours** à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur pour la sécurité doit effectuer les opérations suivantes :

- Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26.12.94 modifié.

### 9.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

#### **A) Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

#### **B) Autorité du coordonnateur S.P.S.**

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

#### **C) Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.**

##### *1- Libre accès du coordonnateur S.P.S.*

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

##### *2- Obligations du titulaire*

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S. ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;

- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail ;

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé au présent **C.C.A.P.**

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

#### **D) Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants**

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

#### **E) Locaux pour le personnel**

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à **200,00** Euros, sans mise en demeure préalable, en cas de non respect des délais fixés par l'article 9 du présent document.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### **9.3 - Plan d'assurance qualité**

Il n'est pas prévu de plan d'assurance qualité.

### **9.4 - Registre de chantier**

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution **du marché** pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.



## **Article 10 : Etudes d'exécution**

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le maître d'oeuvre et remis gratuitement au titulaire.

## **Article 11 : Installation et organisation du chantier**

### 11.1 - Installations de chantier

Conformément à l'article 31.1 C.C.A.G.-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

### 11.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais

Sans objet.

### 11.3 - Signalisation des chantiers

Se conformer aux prescriptions du CCTP.

### 11.4 - Application de réglementations spécifiques

Se conformer aux prescriptions du CCTP.

## **Article 12 : Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### 12.1 - Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet **du marché**, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que «producteur» de déchets et du titulaire en tant que «détenteur» de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste «producteur» de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en oeuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation des déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

### 12.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux sont applicables.

### 12.3 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Aucune stipulation particulière.

### 12.4 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire devra remettre au maître d'oeuvre les documents prévus à l'article 40 du C.C.A.G. Les délais et modalités de remise des documents applicables sont ceux prévus par ce même article.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés sera remis au coordonnateur S.P.S. pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le ou les titulaires, une pénalité égale à 475,00 Euros par jours de retard sera appliquée sur les sommes dues au(x) titulaire(s).

### 12.5 - Travaux non prévus

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant.



## Article 13 : Réception des travaux

### 13.1 - Dispositions applicables à la réception

Concernant la réception, les stipulations du C.C.A.G.-Travaux s'appliquent.

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux (tous lots confondus) ; elle prend effet à la date de cet achèvement.

Chaque titulaire avise [le pouvoir adjudicateur](#) et le maître d'oeuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'oeuvre aura à charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé. Postérieurement à cette action la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux.

Toutefois pour les ouvrages désignés ci-après ;

[Lot 1 Terrassements : essais de plaques](#)

[Lot 2 gros-oeuvre : réseaux sous dallages](#)

[Lot 4 électricité : essais COPREC](#)

la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves et après avoir fournis les attestations d'essais et de fonctionnement AQC (Agence Qualité Construction) définies aux articles mentionnés du cahier des charges.

Le délai maximal dans lequel le maître d'oeuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 8 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux.

### 13.2 - Réception partielle et prise de possession anticipée

La réception partielle des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations définis ci-après, est réalisée conformément aux dispositions de l'article 42 du C.C.A.G.-Travaux :

[Réception partielle pour la livraison du hangar Lot n°3.](#)

### 13.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

## Article 14 : Garanties et assurances

### 14.1 - Délais de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

### 14.2 - Garanties particulières

Le maître d'oeuvre peut après réception avec ou sans réserve, ultérieurement appeler en garantie le titulaire du marché pour des dommages dont un tiers demande réparation, alors même que ces dommages ne seraient ni apparents, ni connus à la date de la réception.

### 14.3 – Assurances

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-travaux, avant la signature du marché, le titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires du contrat d'assurance responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux et d'une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

## Article 15 : Résiliation du marché

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par [le pouvoir adjudicateur](#), le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à **2,00** %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés [aux articles 48 et 51 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015](#) ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément [à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016](#), il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

## Article 16 : Droit et langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif [de Grenoble](#) est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

## Article 17 : Clauses complémentaires

Sans objet.

## Article 18 : Dérogations aux documents généraux

Les dérogations aux C.C.A.G.-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du [C.C.A.P.](#), sont apportées aux articles suivants :

- [L'article 3.2 déroge à l'article 13.4.2 du CCAG Travaux](#)
- [L'article 6.3 déroge aux articles 20.1.5 et 20.4 du C.C.A.G Travaux](#)
- [L'article 9.1 déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G Travaux](#)
- [L'article 9.2 déroge à l'article 48.1 du C.C.A.G. Travaux](#)
- [L'article 12.2 déroge à l'article 19.1 du C.C.A.G.-Travaux](#)
- [L'article 13.1 déroge à l'article 41.1 à 41.3 du C.C.A.G. Travaux](#)
- [L'article 14.3 déroge à l'article 9.2 du C.C.A.G.-Travaux](#)

Dressé par :  
[SA – Filière Achats Bâtiments](#)

Lu et approuvé  
(signature)

Le 5 Mars 2018

**ANNEXE N 1 AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**POUR LES LOTS 1, 2 et 3**

L'engagement d'insertion

Pour le présent marché, le titulaire s'engage à réaliser une **action d'insertion** en faveur prioritairement de bénéficiaires du RSA, ou à défaut, d'autres catégories de personnes éloignées de l'emploi : bénéficiaires de minima sociaux, chômeurs de longue durée, jeunes sans qualification etc... dont l'éligibilité à ce dispositif aura été validée par le Maître d'Ouvrage ou par son représentant chargé de la mise en œuvre des clauses d'insertion.

Le titulaire doit tenir compte de l'action d'insertion dans l'élaboration de son offre en renseignant le poste correspondant au DPGF.

A l'occasion de l'exécution du présent marché, le titulaire réserve obligatoirement à l'action d'insertion une partie du temps total de la main-d'œuvre nécessaire à la réalisation des prestations selon l'une des modalités suivantes et la durée ci-après :

- recrutement direct à temps plein de personne(s) éligible(s) à un Contrat Unique d'Insertion (CUI) s'appuyant sur un CDI ou en CDD
- recrutement direct à temps plein de personne(s) en CDI ou en CDD
- soit l'équivalent en sous-traitance ou mise à disposition par une Association Intermédiaire (AI), une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ACI) ou une Régie de Quartier agréée
- soit l'équivalent en participation à un Groupement d'Entreprises pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)

<b>LOT 1</b>	<b>96 heures</b>
<b>LOT 2</b>	<b>285 heures</b>
<b>LOT 3</b>	<b>306 heures</b>

***L'accompagnement de l'entreprise***

**Afin de faciliter la réalisation de l'action d'insertion, le titulaire du marché pourra faire appel à la Direction Insertion du Département de la Drôme\* qui a pour mission :**

- L'identification des besoins de l'entreprise en main d'œuvre et profil des postes recherchés ;
- Le repérage des candidats sur le territoire concerné et leur sélection ;

- Les modalités de mise en œuvre du contrat de travail ;
- Les conditions d'accueil dans l'entreprise avec notamment les mesures de tutorat ;
- Le suivi du contrat de travail et l'évaluation du dispositif par des relevés d'activité réguliers.

### **Contrôle de l'action d'insertion**

Il sera procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire du marché s'est engagé.

L'action d'insertion peut être réalisée en dehors du chantier faisant l'objet du marché.

Si le titulaire du marché rencontre des difficultés pour respecter son engagement, il doit sous huitaine en informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec AR.

Dans ce cas, le Service Insertion du Département de la Drôme\* étudiera avec le titulaire du marché, les moyens à mettre en œuvre pour réaliser l'action d'insertion.

### **Pénalité encourue**

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, imputable au titulaire du marché, ce dernier pourra subir une pénalité égale au nombre d'heures d'insertion prévues par le marché et non réalisées, multiplié par 2,5 fois le SMIC horaire brut.

### **Cas particulier**

Dans le cadre d'un nouveau marché comportant une clause d'insertion, le titulaire d'un marché du Département dont l'action d'insertion est en cours, peut voir cette action prolongée de la durée prévue par le nouveau marché.

*\*Contact : Roger BORRES / e-mail : rborres@ladrome.fr  
Téléphone 04 75 79 70 56  
Tél. portable : 07 78 20 55 80*